

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 24 novembre 2023, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de M. Philippe LERAÏTRE, Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires Régionales représentant M. le Préfet de la Région Normandie, de M. Philippe SIMEON-DREVON, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick D'ANGELO, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011,
- Vu la Convention de réserve foncière n°101209 signée entre la commune de Saint-André-de-l'Eure et l'EPF de Normandie en date du 14 avril 2018, fixant notamment les conditions d'acquisition et de revente à la collectivité, de la parcelle cadastrée section AM 70 sise Route de Damville, Quartier de la Gare, et la parcelle cadastrée section AP 162 sise Route de Damville, lieudit rue du Bel Air, à Saint-André-de-l'Eure, sur l'opération 950277 – 27 – ST ANDRE DE L'EURE « SITE CHAMPION »,
- Sur les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Sur la demande de report :

D'accorder, aux conditions contractuelles de portage, à la commune de Saint-André-de-l'Eure, un report d'échéance d'environ 11 mois pour la parcelle cadastrée section AM 70 sise Route de Damville, Quartier de la Gare, et la parcelle cadastrée section AP 162 sise Route de Damville, lieudit rue du Bel Air, à Saint-André-de-l'Eure, sur l'opération 950277 – 27 – ST ANDRE DE L'EURE « SITE CHAMPION ».

La nouvelle date d'échéance est fixée au **13 décembre 2024**.

Sur les pénalités de retard :

Si l'échéance contractuelle du 13 décembre 2024 n'est pas tenue, il sera appliqué une pénalité sur la période de dépassement de la date contractuelle de rachat jusqu'à la date de cession effective. Le taux d'actualisation sera porté à 5% sur cette période dès le 1er jour de dépassement ; la pénalité étant représentée par le montant généré par l'écart entre le taux majoré et le taux contractuel.

Elle est recouvrée annuellement.

Cette délibération vaut avenant à la Convention de réserve foncière liant la commune de Saint-André-de-l'Eure à l'EPF de Normandie.

Le Président du Conseil d'Administration
de l'E.P.F. Normandie,

Sébastien LECORNU

Le Directeur Général
de l'E.P.F. Normandie,

Gilles GAL

Délibération approuvée
A Rouen, le
Le Préfet
et le Secrétaire Général
Pour les Affaires Régionales
Philippe LERAÏTRE

27 NOV. 2023